

Brochure n° 3030

Convention collective nationale

IDCC : 1941. – **INDUSTRIE**
DES GLACES, SORBETS ET CRÈMES GLACÉES
(5^e édition. – Février 2006)

PROCÈS-VERBAL DU 20 JANVIER 2006
DE LA COMMISSION PARITAIRE D'INTERPRÉTATION
RELATIF À L'ARTICLE 12, PRIME D'ANCIENNETÉ
NOR : ASET0650182M
IDCC : 1941

Entre :

La délégation SFIG,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGC ;

La CGT ;

Le syndicat FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Objet : interprétation de l'article 12

Article 12

Prime d'ancienneté

Une prime d'ancienneté est attribuée aux ouvriers et employés. Cette prime est calculée en appliquant au salaire minimum de la catégorie de l'intéressé, tel qu'il est prévu par l'article 63 des clauses communes, un taux déterminé comme suit en fonction de son ancienneté :

– 3 % après 3 ans d'ancienneté ;

– 6 % après 6 ans d'ancienneté ;

- 9 % après 9 ans d'ancienneté ;
- 12 % après 12 ans d'ancienneté ;
- 15 % après 15 ans d'ancienneté.

Le montant de la prime d'ancienneté est adapté à l'horaire de travail et supporte de ce fait les majorations pour heures supplémentaires.

La prime d'ancienneté doit figurer à part sur une feuille de paie.

Saisine de Nestlé Grand Froid SA

Compte tenu des difficultés rencontrées au sein de NGF sur l'analyse exacte de l'avant-dernier alinéa de l'article 12, Annexe I (ouvriers-employés) de la convention collective du SFIG (le montant de la prime d'ancienneté est adapté à l'horaire de travail et supporte de ce fait les majorations pour heures supplémentaires), nous vous demandons de réunir la commission paritaire.

La difficulté d'interprétation porte sur le calcul de prime d'ancienneté d'un mois donné, lorsque, au cours de ce même mois, il a été effectué des heures supplémentaires et/ou complémentaires.

Interprétation. – Conclusion

La commission se reporte à l'article 12 de la convention collective nationale et considère que la mention « Le montant de la prime d'ancienneté est adapté à l'horaire de travail et supporte de ce fait les majorations pour heures supplémentaires » n'appelle pas d'interprétation particulière.

Conformément à l'avenant n° 9 à la convention collective de l'industrie des glaces, sorbets et crèmes glacées, le présent procès-verbal prendra effet obligatoire dès son dépôt à la direction départementale du travail et de l'emploi et au secrétariat du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 20 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)